



LE GALERIEEN

Juin 2014

« Mensuel à périodicité variable de la section Solidaires Finances Publiques des Pyrénées Atlantiques »

Au sommaire :

- *Compte rendu du CT du 26 mai 2014.*
- *Compte rendu du CDAS du 10 juin 2014.*
- *Compte rendu du CT du 12 juin 2014.*
- *Compte rendu du Congrès du 16 au 19 juin 2014.*

CT du 26 mai 2014.

En ouverture de ce comité technique, Solidaires, la CGT et FO ont fait une déclaration liminaire (déclaration de notre organisation jointe en annexe).

En réponse notre directeur nous a confié sa stratégie qui consiste à ne pas toucher aux implantations, à soutenir les petits postes avec les ERD et à faire porter l'effort sur la direction.

Notre directeur se refuse à fermer un seul poste mais par contre envisage le regroupement de SPF, SIE ou SIP si nécessaire. Cependant il reconnaît que l'on arrive au bout des possibilités et fait part de son inquiétude concernant les missions pouvant être externalisées comme le domaine, le plan cadastral, la publicité foncière et le secteur public local qui ne tient que grâce à la proximité des services. Pour lui il est dangereux de réformer en période de crise, ce peut être la débâcle.

Un nouveau DG doit être prochainement nommé et changera peut-être la donne, tout dépendra de son pouvoir de négociation vis à vis du gouvernement et de sa vision de la DGFIP.

Le premier sujet abordé concerne la réunion des missions audit et maîtrise des risques. Les métiers sont différents mais les finalités sont identiques. Chaque métier gardera sa latitude mais sera piloté par le même chef. La baisse des moyens en terme de personnel a

conduit à une diminution des contrôles internes de 33 %.

Nous sommes passés ensuite au bilan de la formation professionnelle. La formation professionnelle fonctionne plutôt très bien grâce à une équipe dévouée et efficace.

Les besoins de formation sont recensés par l'outil Gazelle à partir du catalogue Flore et les appréciations sont recueillies par l'application Diese. Un nouveau produit Opus devrait permettre un accès facilité à l'ensemble de l'offre de formation (locale, régionale et nationale) hors IGPDE.

L'administration a pour objectif une montée en puissance conséquente de l'e-formation (30% de la formation à court terme). Notre organisation défend la formation en présentiel, cependant il convient d'accompagner aussi cette nouvelle méthode de formation, c'est pourquoi nous demandons des postes dédiés pour la formation, isolés avec contact possible de référent si besoin. La direction est d'accord sur le principe et essaiera de mettre en place ce dispositif rapidement. Le plan de formation est adopté à l'unanimité.

Une demande de modification des horaires d'ouverture de la trésorerie de Cambo nous est présentée. Elle est rejetée par l'ensemble des organisations syndicales. Un nouveau CT se tiendra pour réexaminer le sujet (Ct du 12-06-2014 où nous détaillerons ce point dans le compte rendu qui suit).

La direction nous présente l'analyse du tableau de veille sociale. Même si la situation de la direction des Pyrénées Atlantique n'est pas la plus dégradée, le dialogue social fonctionnant correctement, l'examen de ce tableau fait ressortir une inadéquation entre la charge de travail et l'emploi, avec une nécessité de prioriser le travail voire dans certain cas un abandon des tâches.

Nous est ensuite détaillé le DUERP (document unique d'évaluation des risques professionnel) avec la méthodologie qui a guidé le recensement des risques et qui a permis l'élaboration du plan annuel de prévention (Pap) qui a été validé en CHSCT (comité hygiène, sécurité et conditions de travail).

La possibilité de mise en place « d'espace de dialogue » offerte par la direction générale a été utilisée une seule fois sur le département, nous avons veillé à ce que cela débouche sur des mesures concrètes.

M Fermand, nous présente le baromètre social qui a connu un taux de participation de 49% dans le département, et met en exergue le fort sentiment d'appartenance, la fierté et la conscience professionnelle des agents. Pour notre organisation même si nous partageons ces derniers éléments nous avons mis l'accent sur la démotivation (52 % des sondés), le ratio charges/emplois alarmant et la dégradation des conditions de travail.

Notre organisation s'est exprimée et a indiqué qu'en période de restriction budgétaire, on peut s'interroger sur la pertinence de telles enquêtes coûteuses (intervention de l'entreprise privée IPSOS) sachant que ce sont des éléments que nous, organisation syndicale fournissons depuis des années à l'administration.

Ces dépenses seraient plus utiles à l'amélioration des conditions de travail et de la paye des agents.

Il s'agit ni plus ni moins que de la communication coûteuse !

En questions diverses, la direction nous a indiqué être intervenue pour signaler une situation très dégradée en matière d'emplois. L'assurance avait été donnée que le département devait bénéficier de l'apport de la liste complémentaire qui a récemment été appelée. A l'heure actuelle les mouvements de mutation ne semblent pas avoir été abondés pour le 64.

Le directeur nous informe aussi de son souhait d'élargir les plages d'ouverture de la caisse Place d'Espagne.

Nous avons demandé en outre des explications sur la prime d'accueil qui vient d'être mise en place et nous ne pouvons que déplorer les restrictions d'attribution que l'administration a définie.

Notre organisation au plan national s'est mise en ordre de bataille pour élargir l'attribution de cette prime à l'ensemble des agents exerçant cette mission accueil vitrine de notre administration.

Nous tenons à signaler aussi les difficultés rencontrées par le service de la dématérialisation monétaire qui manque cruellement de moyens humains. La direction

va se pencher sur le problème mais devra pour renforcer ce service en dégarnir un autre....

CDAS du 10 juin 2014.

Après l'approbation du PV du dernier CDAS, la délégation nous a présenté les nouveautés concernant le budget d'initiative locale. Ce budget devra supporter maintenant l'achat d'équipements pour les coins repas agréés, même si cette année une somme supplémentaire représentant la moyenne sur les 3 dernières années de dépenses de cet ordre, a été ajoutée. On peut légitimement penser qu'à l'avenir nous devons financer cette nouvelle dépense sans abondement particulier. Les achats effectués cette année sont les suivants : 1 réfrigérateur à la BSI d'Oloron, à Orthez, 1 micro-ondes à Bedous et à Lacq, de la vaisselle pour la brigade des gardes côte et les équipements pour l'installation à Mauléon.

Les dernières informations de la centrale laissaient supposer une suppression des sorties à l'étranger, bonne nouvelle pour le 64, les départements frontaliers pourront toujours organiser des sorties dans le pays voisin. Il n'en demeure pas moins que l'administration tend à recentrer l'activité de l'action sociale sur la prévention et le conseil au détriment du tourisme social par unique soucis d'économie.

La délégation a ensuite présenté son compte rendu d'activité de l'année 2013.

Les assistantes sociales ont ainsi rencontré 166 personnes (chiffre stable) dont 72% d'actifs et 28% de retraités. 57 % de ces personnes se sont présentées spontanément et 43% ont été signalées soit en interne pour les $\frac{3}{4}$ (Ressources humaines, hiérarchie, syndicat, mutuelle) soit par un canal externe pour le reste. L'administration apparaît plutôt protectrice et les relations entre la délégation et les RH sont bonnes.

Les problématiques rencontrées concernent pour 42 % la santé, le budget 19 %, le logement 14 %, la famille 13% et le professionnel 12 %. Les assistantes assurent le suivi sur le long terme si nécessaire.

Un point rapide a été fait sur les secours, les aides et prêts ainsi que sur le logement mais faute de temps (nous devons libérer la salle pour 17h) nous reprendrons ces sujets lors du prochain Cdas.

Pour notre part nous souhaiterions que les séances débutent le matin pour permettre l'approfondissement de tous les points à l'ordre du jour.

Une réflexion sera menée à l'automne prochain sur le subventionnement des sorties touristiques (instauration du quotient familial, mixité des sorties actifs retraités, priorité aux actifs vis à vis des retraités...)

Comme indiqué plus haut, l'administration centrale souhaite recentrer l'activité des délégations sur la prévention et le conseil, signalons à ce titre que le médecin de prévention participera de nouveau au CDAS. A nous de nous battre pour que le médecin dispose des moyens tant matériels qu'en temps pour pouvoir influencer positivement sur cette nouvelle politique.

Suite à notre demande, l'administration s'est engagée à faire en sorte que le site de la SRIAS soit accessible par tous les agents leur permettant ainsi d'accéder à des offres variées et intéressantes.

CT du 12 juin 2014.

Le premier point à l'ordre du jour était la demande de modification des horaires de la trésorerie de Cambo les bains (fermeture au public d'un deuxième après midi par semaine) point sur lequel au précédent CT toutes les organisations syndicales avaient voté contre.

Solidaires a de nouveau voté contre ce projet, fidèle à sa position depuis de nombreux CTL : malgré les difficultés croissantes rencontrées par les agents des services concernés, il est hors de question de tolérer, où même d'accompagner, les suppressions d'emplois et la disparition du service public de proximité qu'elles entraînent. Notre Direction doit obtenir les moyens en effectif d'assurer partout les missions de service public; nous continuerons à nous battre pour le maintien du maillage territorial et pour les créations d'emplois nécessaires à ce maintien.

FO a également voté contre la diminution proposée, ne tolérant pas que l'accueil au public soit inférieur à 30 heures par semaine. La CFDT et la CGT se sont abstenues.

Le deuxième point concernait la trésorerie de Pau où là encore la demande impliquait une diminution de la plage de réception au public. Les votes pour ce dernier point ont été identiques à ceux du premier.

Notre direction nous a indiqué que cela représentait un élément de souplesse dans les services mais qu'elle ne voulait pas aller au-delà de 2 demie journée de fermeture par semaine.

Dans l'esprit de notre directeur, cette fermeture devrait se limiter à la fermeture de l'accueil physique, il a déjà été acté et dans les faits cela se produit aussi que l'accueil téléphonique ne soit pas non plus assuré. La direction s'engage à faire un état des lieux sur le sujet

sachant que d'autres services (Sip, Sie...) ont effectués ce type de demande et cela leur a toujours été refusé...

A contrario Mr NESA envisage pour la rentrée, la réouverture de la caisse place d'Espagne à Pau tous les jours au titre de l'exemplarité de la direction ce qui a semblé provoquer quelque tiraillement au sein de l'équipe de direction. Nous ne pouvons que soutenir cette amélioration du service rendu à l'usager, mais il n'en demeure pas moins que le problème reste celui des moyens qu'il faudra prendre ailleurs pour assurer cette ouverture.

La direction nous a ensuite présenté la nouvelle application de la gestion des frais de déplacement, dont le basculement aura lieu au 01-07-2014, qui devrait permettre de réduire les délais de remboursement, d'améliorer le suivi et de permettre la dématérialisation. Un espace sur Ulysse 64 ainsi qu'une ligne téléphonique dédiée sont créés pour aider les personnels dans leur demande de remboursement après avoir suivi l'information avec un poste dédié et isolé quand cela sera possible. En parallèle, quelques sujets de crispation demeurent (frais des ERD notamment), la direction se donne le temps de la réflexion.

La réorganisation du Pôle Gestion Publique de la direction est entamée. Précédemment le pôle avait été divisé artificiellement, son unification est réenclenchée. On pourrait si on osait faire un parallèle avec l'actualité (cf RFF et SNCF séparés en son temps et en projet de réunification aujourd'hui). Heureusement nous ne sommes pas concernés par la largeur des rames et des voies, même si nous avons du mal à voir dans qu'elle voie nous nous dirigeons mais ce que l'on sait c'est que nous ramons dans la même galère !

Nous avons demandé un point d'information sur la Trésorerie d'Anglet, le directeur doit rencontrer le maire le 02-07-2014 après 2 reports de rendez-vous à l'initiative de la municipalité, pour évoquer l'avenir de ce service suite aux problèmes de locaux. Affaire à suivre.

En questions diverses la direction nous a donné quelques chiffres marquants de la campagne IR avec 8 % de télédéclarants en plus (heureusement que le matraquage publicitaire à porté ses fruits) et aussi et surtout 50 % d'augmentation de l'accueil.

Nous avons indiqué que malgré les félicitations de notre Directeur Général et de notre Directeur local quant à la qualité de notre travail, l'administration

avait diminué d'1/5 la prime d'intéressement (de 150€ brut à 120€ brut) et l'avait décalé dans le temps.

On appréciera la reconnaissance de notre conscience professionnelle et de notre engagement au travail par l'administration même si, pour nous la reconnaissance doit passer par l'augmentation du point d'indice en premier chef.

Il n'en demeure pas moins que ces primes permettent de mettre un peu de beurre dans les épinards !
Espérons aussi que cette diminution ne sert pas à financer la prime d'accueil qui vient d'être instaurée ?
On reprend d'une main ce que l'on donne de l'autre !

Congrès du 16 au 19 juin 2014.

Le 29^{ème} Congrès de notre syndicat s'est tenu du 16 au 19/06/2014 à ANGERS. Vos représentants pour le département étaient Patrick Gayon (Biarritz), Alain Minvielle (Oloron) et Philippe Sabathé (Bayonne), photo ci-dessous.

Ils ont porté les délibérations actées lors de l'assemblée générale départementale et participé à l'élaboration des résolutions de notre syndicat pour les 2 années à venir.

1° Résolution :

Pour une réhabilitation de l'Etat social :

- L'impôt socle du financement de cet état social
- Pour une protection sociale solidaire et non marchande
- Les finances publiques au centre des enjeux de l'Etat social

2° Résolution :

Quelles missions et quelle présence territoriale de la DGFIP :

- Défendre une autre conception de la DGFIP
- Renforcer le maillage territorial
- Améliorer les conditions de vie au travail

3° Résolution :

Dans ce contexte quel avenir pour les agents :

- Le recrutement, la gestion prévisionnelle des emplois, la formation, les promotions
- Mutations, affectations
- Rémunération, régime indemnitaire, frais de déplacement
- Entretien professionnel
- Quel encadrement, quel commandement ?

4° Résolution :

Quelle stratégie syndicale et quel syndicalisme pour répondre aux défis :

- Des revendications connues, comprises et partagées
- Décrypter pour informer, alerter, convaincre
- Convaincre pour mobiliser : valoriser, revendiquer, préparer, prévoir
- Mobiliser pour gagner : voies et moyens de l'action syndicale
- Militer sereinement

Les 4 résolutions proposées par les Commissions et le rapport d'orientation proposé par Vincent Drezet, votés par le Congrès, figureront sur le site national, ainsi que sur un prochain numéro de l'Unité.

Parmi les modifications statutaires, le passage du délai de 2 ans à un délai de 3 ans entre 2 Congrès n'a pas été adopté: cette proposition de modification n'a obtenu que 60% de votes favorables, alors qu'une majorité de 2/3 est nécessaire pour une modification statutaire.

NB : Le tirage de la tombola organisée à l'occasion de ce congrès a été effectué. Sur le département nous avons eu 2 gagnants, un à Biarritz, l'autre à Pau. Un lot de consolation est destiné au porteur de billet se terminant part 8. Contacter votre correspondant pour que l'on vous fasse parvenir votre lot.





SECTION DES PYRENEES ATLANTIQUES

Monsieur le Président

Les mouvements sociaux du 20 mars et du 15 mai, particulièrement bien suivis sur notre département, ont confirmé le malaise des agents des Finances Publiques : emplois, conditions de travail, reconnaissance des qualifications, salaires, autant de sujets d'inquiétude.

Les dernières annonces gouvernementales, notamment le prolongement du gel du point d'indice, n'ont fait qu'amplifier ce malaise.

La baisse annoncée de l'impôt sur le revenu (pour une partie des contribuables) précipitée et non détaillée ajoute à la confusion et fragilise les personnels dans l'exercice de leurs missions.

Le sondage Ipsos réalisé auprès des agents confirme la dégradation de leurs conditions de travail et leur pessimisme sur le devenir de la DGFIP.

Cet état de fait, que nous dénonçons depuis de nombreuses années, sera largement évoqué dans les différents points à l'ordre du jour de ce CTL.